

# Rouge & Vert

## LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

### La conjuration des mécontents :

LES LYCÉENS DU NEUF-TROIS, LES CAISSIÈRES DE CARREFOUR, LES RETRAITÉS RIC-RACS, LES HANDICAPÉS FAUCHÉS, LES FAUCHEURS V... ET LES INCULPÉS, LES OUVRIERS DE RENAULT (EN FRANCE OU EN ROUMANIE), LES TE...EURS SANS TOITS OU SANS PAPIERS, LES ENFANTS EXPULSÉS, LES MILIT...E PLUS DE GREVE, LES SYNDICALISTES DE L'USTKE, LE... DE LA...NELS, LES STAGIAIRES NON-PAYÉS, LES VICTIMES DE L'...MATEURS, LES CHOMEURS EN FIN DE DROIT... LES DEMANDEURS D'ASILE... LES MAZOUTÉ, LES JEUNE... LES DÉBOULONNIERS... LA RÉPRESSION SYND... DU PPA (PAR... RÉGIONALISTE... BANLIEUES, LES RÉSEAL... LES MILITA... LES... LES... DU... LES... LES... PEI... DE... LE... EN... DE... DU... ANCI... DE... LES... ET... LES LA... S... RACIST... LES S... INQUIÉTÉS, LES MILITANTS... S, B... MIL... ANZ... NATION... NATIVE, LES MILITANTS ANTI-NUCLÉAIRES... LE... MILITANTS ANTI-NUCLÉAIRES... FEMMES, DÉFENSEURS DES DROITS HIL-



# Ensemble, tout devient possible

(et ça va chier!)



40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : [contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)  
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1108 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,  
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

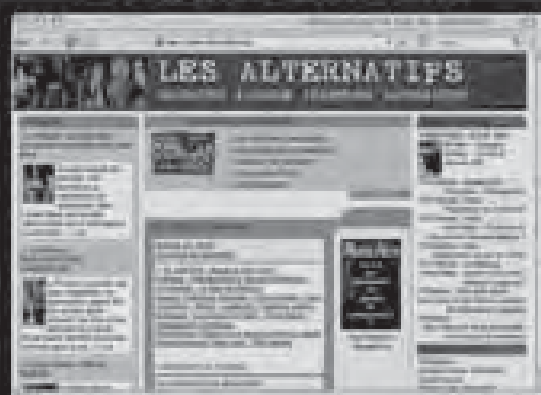
JJ.Boislaroussie, M.Buisson, B.Caron,  
M.Colloghan, J.Douillard, G.Kuntz,  
P.Martin, H.Mermé, P.Oriol, F.Rudel,  
R.Seibel, E.Veille Blanchard

Edité par la SARL SECA

(Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)  
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835  
durée : jusqu'au 28 avril 2003. Gérant : R.Mérieux

Imprimé par Expressions II : 01 43 70 80 96

site : [www.alternatifs.org](http://www.alternatifs.org)



ABONNEMENT

POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE,  
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPER

ABONNEMENT

Prénom \_\_\_\_\_  
Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_

40 Euros seulement / Cliqués à l'ordre de Rouge et Vert journal.

17 euros / Le cliqué et le cliqué, samedi par courrier  
abonnement aux Alternatifs, 40 rue de Malte 75011 Paris

LETTRE DES ÉDITEURS ALTERNATIFS

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS  
A ROUGE ET VERT

Dernière minute :

## Victoire !

Mardi 1er avril la direction d'Aker Yards (cf. P8) a décidé de substituer à l'entreprise sous-traitante et de prendre en charge intégralement les salaires et le billet de retour des trois salariés grecs. Il faut dire que le baptême d'un paquebot de luxe était annoncé pour demain et que cette même direction craignait, tout à fait légitimement, une forte mobilisation de solidarité. Reste que 17 longues journées de grève de la faim et le soutien indéfectible de l'USM CGT et des comités de soutien ont réussi à faire céder Aker.



UN RENDEZ-VOUS

## Expo

Vernissage du livre « Cette France là » (consacré à la campagne Présidentielle) en présence de José Bové

mardi 15 avril, de 18h à 21h, au « Bar 96 »  
96, boulevard de Charonne, Paris 20ème (métro Avron)



# Contre la dégradation du système éducatif, profs, lycéens, parents, ensemble !

**D**epuis plusieurs semaines, la mobilisation se développe dans des lycées et des collèges de région parisienne. De nombreux lycées sont aujourd'hui bloqués à l'initiative de leurs élèves, le mouvement est démocratiquement organisé lors d'assemblées générales. Les enseignants sont en grève reconductible dans plusieurs établissements de Seine-Saint-Denis.

Le ministère, au nom de la rigueur budgétaire, veut imposer la suppression de 11 000 postes dans les établissements du secondaire à la rentrée de septembre 2008. Dans l'Académie de Créteil, 637 postes doivent être supprimés, les besoins sociaux y sont pourtant criants ! Toutes les Académies sont touchées. C'est une nouvelle attaque portée contre les catégories populaires, au nom de logiques financières et managériales.

40 à 50 milliards d'euros s'évadent vers les paradis fiscaux chaque année pour échapper à l'impôt. De l'argent il y en a : il suffit de chercher au bon endroit !

Les suppressions de postes, dans des lycées où les effectifs des classes atteignent déjà bien souvent 35 élèves, s'appuient sur le recours massif aux heures supplémentaires au détriment de l'emploi et des statuts des personnels. Ces suppressions entraîneront à très court terme la disparition d'options et une baisse de qualité des enseignements : profs débordés, effectifs surchargés. Là encore, les catégories populaires seront les premières victimes.

Pour des motivations qui n'ont rien de pédagogiques, le gouvernement souhaite supprimer les BEP et généraliser un Bac Pro en 3 ans au lieu de 4. Cela entraîne à la fois une dévalorisation du Bac Pro, et le risque que de nombreux élèves quittent l'enseignement professionnel sans diplôme, alors que le BEP pouvait constituer une étape importante dans leur parcours.

Les mobilisations des élèves et d'enseignants, sont largement convergentes. Tous sont concernés par le devenir du système d'éducation.

Les mouvements impliquent désormais des parents, et s'étendent dans un nombre croissant d'établissements, ils doivent se généraliser pour gagner. D'autant que, quelques mois après les attaques contre l'Université, le gouvernement veut appliquer les mêmes recettes dans le secondaire (rapport Pochard).

Pour les Alternatifs, le succès du mouvement repose sur l'unité syndicale, l'auto-organisation des personnels, lycéens, parents, coordonnés au niveau académique et national dans le respect de la démocratie des Assemblées Générales.

Ces Assemblées doivent aussi être des lieux de débat et de propositions sur les contenus et formes pédagogiques.

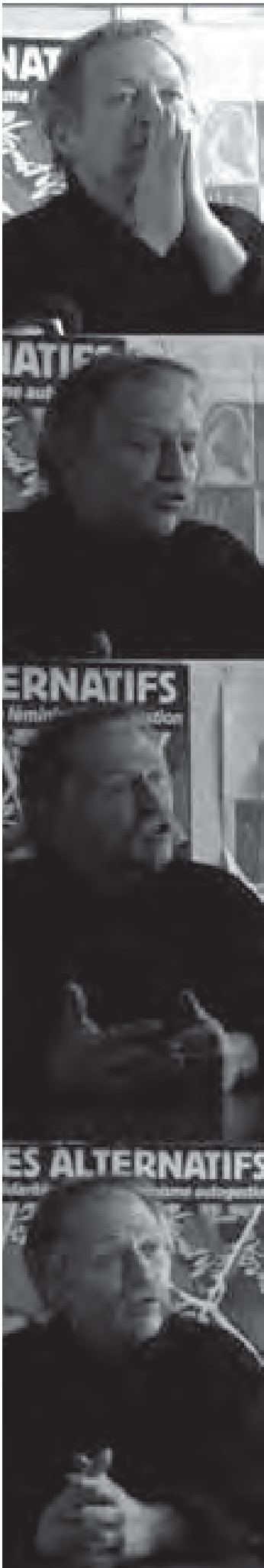
Contre l'austérité et la régression culturelle

Pour faire reculer le gouvernement

Pour le droit à l'éducation

Organiser et généraliser le mouvement aujourd'hui indispensable. ■





# L'USTKE, LES OGM ET LES ÉLECTIONS

**Rouge et Vert a interrogé José Bové sur son actualité militante (le soutien à l'USTKE et la lutte contre les OGM). Nous sommes aussi revenus sur la présidentielle et les suites de cette campagne.**

**Rouge & Vert :** Tu es très impliqué dans le soutien aux militants de l'USTKE victimes de répressions policières et judiciaires en Nouvelle-Calédonie. Peux-tu revenir sur cette lutte ?

**José Bové :** Je parlerais plutôt de Kanaky que de Nouvelle-Calédonie, car c'est bien le cadre d'action de l'USTKE, le seul syndicat indépendantiste et aussi le premier syndicat en terme de représentativité, très loin devant les autres, avec une implantation très forte dans le publique comme dans le privé. L'USTKE, à partir de sa réflexion syndicale, a décidé de favoriser l'émergence d'un nouveau parti politique, le Parti Travailleur (créé au mois de novembre dernier). Ces militants avaient soutenu notre campagne présidentielle<sup>1</sup>, se sont présentés aux législatives et aux municipales.

Ils ont arraché des élus dans la totalité des communes et ils ont gagné une commune dans le Nord.

Entre le syndicat, acteur social incontournable, et son parti, réellement indépendantiste, et qui bouscule les indépendantistes "institutionnels", l'USTKE devient vraiment le syndicat à abattre à la fois pour le MEDEF local et pour l'Etat français.

**R&V:** Quelle est l'origine du conflit actuel ?

**JB:** Un licenciement abusif chez Véolia. Un chauffeur ramène la caisse de son bus un matin parce qu'il n'y avait personne la veille dans les bureaux à qui la remettre. Il est accusé de vol et licencié. Il y a négociation. Un protocole d'accord est signé en janvier 2007. Il n'est toujours

pas appliqué aujourd'hui. En Novembre, les camarades de son entreprise se mettent en grève, soutenus par l'USTKE, et installent des piquets de grève.

La tension monte et en Janvier 2008, à l'aube, les gendarmes et le GIPS (forces de police cagoulées, flash-balls et compagnie) encerclent puis chargent les militants présents. Des violences policières absolument invraisemblables ! Des gens tabassés à terre, attachés les uns sur les autres et entassés par 20 dans les fourgons de police. 50 arrestations et 15 personnes jugées en comparutions immédiates pour « attroupement armé » parce qu'ils ont jeté des cailloux ! Comme ils refusent la comparution immédiate, ils sont emprisonnés un mois.

A la mi-février le procès a lieu. Ils sont libérés à l'audience. En effet, on ne peut pas juger en comparution immédiate pour attroupement, car l'attroupement, et c'est une information importante pour un journal militant, est le dernier délit politique du code pénal. Il date de 1848 et a été renforcé en 1934, après les affrontements de la place de la Concorde avec les cagou-lards.

Les délits politiques imposent automatiquement une enquête, et donc interdisent la comparution immédiate. On a donc obtenu leur libération.

**R&V:** Au même moment, il y avait le siège de l'USTKE...

**JB:** L'Etat a voulu abattre le syndicat en interpellant ses leaders, notamment son président Gérard Jodar et plusieurs vice-présidents, le jour même de la descente sur les piquets de grève.

Dans les jours qui ont suivi, ils ont arrêté d'autres leaders du syndicat chez eux, à six heures du matin, en fracassant les portes, en renversant tout.

Les responsables du syndicat, eux, se sont enfermés au siège du syndicat, immédiatement assiégé par la police et défendu par les militants. Pendant un mois, ils sont restés enfermés au siège du syndicat, avec tout le quartier bouclé. Fouilles systématiques, quartier sous surveillance, hélicoptères en position stationnaire plusieurs heures par jour. . . Bref un état de siège.

Et le premier jour où les copains sont sortis du siège du syndicat, ça a été pour le procès. Ça a été une vraie gifle pour la justice coloniale: ils ont dû en même temps libérer les 15 inculpés et les personnes qu'ils traquaient sont venus sous leur nez au tribunal (ils ne pouvaient pas arrêter des personnes citées comme témoin se rendant au tribunal). Plus de 1000 syndicalistes ont fait le siège du tribunal jusqu'à notre sortie, à 21h.

Ce moment de mobilisation très fort a permis de faire durer le mouvement. Malgré la répression, le piquet de grève est toujours sur place, avec une solidarité extraordinaire puisque les gens se relaient par branches.

**R&V:** Et aujourd'hui ?

**JB:** Des procès sont en cours. Il y a une véritable volonté de casser le mouvement. On ne s'attend à aucune clémence du tribunal. Il y a eu une nouvelle convocation des responsables de l'USTKE. Ils ont été libérés après 12h de garde-à-vue grâce au siège

du commissariat central de Nouméa que nous avons organisé.

Huit salariés de l'entreprise du patron du MEDEF local qui avaient participé au rassemblement de soutien le jour du procès ont été licenciés pour absence injustifiée.

L'USTKE est allée manifester devant le siège du MEDEF et, après une heure de stationnement pacifique, ils ont subi une intervention du GIPN cagoulé et armé pour les déloger.

Nouvel accrochage. Il y a un durcissement des positions.

Nous avons organisé une manifestation rue Oudinot, devant le ministère des colonies\*\*. Nous avons été reçus par un représentant du ministre. Ils se sont engagés à inciter Véolia à ouvrir le dialogue. Parce qu'il faut trouver un débouché.

De toute façon, (et c'est un peu la spécificité de l'USTKE), ils ne lâchent pas tant qu'ils n'ont pas gagné.

Par exemple, pendant le dernier conflit dur, l'USTKE avait totalement bloqué pendant plus de six mois la fabrication du ciment sur l'île.

À la fin du conflit, ils ont produit eux-mêmes le ciment et ils l'ont vendu pour payer les grévistes.

C'est un vrai syndicalisme de combat.

**R&V:** Véolia est surtout implanté en France. Y a-t-il une mobilisation syndicale en métropole?

**JB:** Il y a une manifestation devant le siège de Véolia organisée par la CGT et SUD ainsi qu'un tractage à l'intérieur de l'entreprise, réalisé par FO. S'il n'y a pas d'évolution positive, cette mobilisation devra s'amplifier.

On envisage un évènement festif et politique à Paris pour mettre cette question en avant. Il y a une véritable omerta en métropole sur ce qui se passe en Kanaky.

**R&V:** Changeons de sujet : tu es toujours très impliqué dans la lutte contre les OGM. La aussi, il y a une actualité.

**JB:** Après la grève de la faim de Janvier qui a débouché sur l'annonce de l'activation de la clause de sauvegarde, on a bataillé tout le mois de février sur le cadre d'application de la clause, et pour éviter qu'elle ne soit torpillée par le ministère de l'Agriculture. La clause de sauvegarde a été déposée de manière cohérente, ce qui est important.

Il y a aussi eu un décret interdisant la culture et la vente de semences sur le territoire français. Ça a été immédiatement attaqué sans succès devant le Conseil d'état par la FNSEA, sa section spécialisée, l'association Générale des Producteurs de Maïs et tous les semenciers en France (Monsanto, Pioneer, Syngenta et Limagrain).

L'enjeu était de taille : si Conseil d'État avait cassé l'interdiction, les transgéniculteurs auraient pu semer cette année. On a maintenant la garantie quasi-certaine qu'il n'y aura pas d'OGM commerciaux de manière publique en France. Il y aura bien quelques crapules pour essayer de tricher, mais on va les surveiller.

**R&V:** C'est une victoire importante ?

**JB:** Très, parce que la France, avec 3 millions d'hectares, est le premier producteur de maïs en Europe. Que la France rejoigne l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, la Grèce, et j'en passe, voilà

qui crée un sacré rapport de force au niveau européen ! Le phénomène d'entraînement pour les autres pays peut être très fort.

Il y a actuellement une mobilisation dans ce sens-là en Roumanie et j'étais à une rencontre à côté de Bibao les 15 et 16 mars avec l'ensemble des mouvements paysans et écologistes de la péninsule Ibérique pour lancer un mouvement coordonné sur ces deux pays, pour demander l'application d'une clause de sauvegarde sur toute la péninsule Ibérique.

**R&V:** Il devrait aussi ne plus y avoir d'essais en plein champ.

**JB:** On sait que les firmes essaient toujours de mettre en place des essais pour tester de nouvelles variétés.

On a mené la bagarre depuis le début sur ces essais, sur leur finalité non pas scientifique mais technique, en vue d'être inscrit au catalogue.

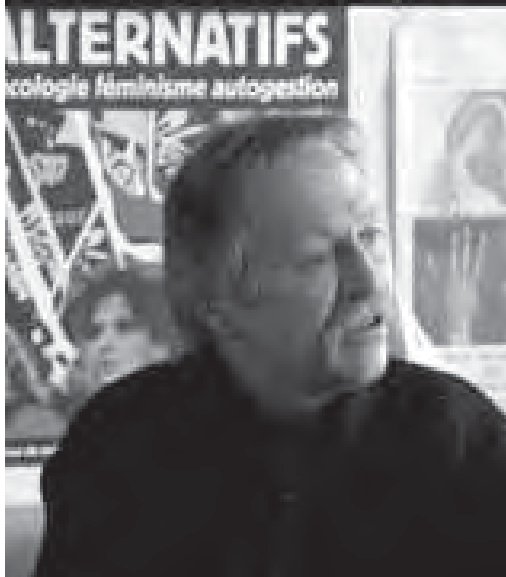
Outre les raisons écologiques, c'est l'autre raison qui nous a poussé à mener la bataille : en empêchant ces essais, on empêche l'inscription de nouvelles variétés, et donc on attaque directement les firmes au porte-monnaie.

C'est ce qui poussé Limagrain à arrêter tous leurs essais en Europe (ces deux dernières années, ils ont vu 70% de leurs essais détruits). Ils travailleront maintenant aux USA. Qu'ils partent donc, on ne les retiendra pas!

**R&V:** Et les pro-OGM?

**JB:** Aujourd'hui, on est confronté à l'esprit revanchard des pro-OGM qui se manifeste déjà au travers du dé-





bat qui a commencé au Sénat début mars sur la loi sur les OGM. Elle correspond à la directive européenne sur les OGM 2001-18, qui doit être traduit dans les droits nationaux de chaque pays depuis 2001!

Elle passe à l'Assemblée Nationale les 1er et 2 avril, et repassera au Sénat fin avril.

Alors que le Grenelle de l'environnement avait conclu qu'il fallait, outre la clause de sauvegarde et le moratoire, une loi sur la liberté de produire et consommer sans OGM. Or le lobby OGM, soutenu par la majorité UMP, a dénaturé au Sénat le contenu de la loi. C'est devenu une loi de dissémination et de coexistence, ce qui est très défavorable aux anti-OGM et en contradiction avec l'esprit du projet.

Cela s'est conclu par un vote avec 30 voix d'écart, ce qui montre que même dans la majorité, il y a des gens qui sont très mal à l'aise.

On va voir ce qui va se passer à l'Assemblée Nationale. Il est clair qu'on n'a pas fini cette bataille.

**R&V:** Encore un autre sujet : au moment de la présidentielle, tu as participé à l'ouverture d'une fenêtre politique pour un espace militant différent, à la foi altermondialiste, écolo, solidaire, féministe anti-raciste. Est-ce une parenthèse qui se referme dans ton parcours militant, ou y a-t-il pour toi un espace à faire perdurer et d'autres rendez-vous dans l'espace strictement politique?

**JB:** Avec le recul, ça fait un an maintenant, je pense que ça a été une expérience très riche, très forte.

Elle a mis beaucoup de gens en mouvement, plus même que je pouvais imaginer. On l'a revu d'ailleurs au moment des municipales : il y a beaucoup de gens qui s'étaient impliqués dans la présidentielle qu'on a retrouvée lors des municipales, dans des constructions ouvertes pour faire de la politique autrement. Des choses se sont passées qui à mon avis sont fortes.

L'expérience des présidentielles a permis de montrer qu'il y avait un espace politique et qu'on était capable de relever le pari de présenter un candidat en dehors des logiques partidaires.

Je n'ai pas été surpris du score dans ce contexte des logiques des gros partis, des logiques médiatiques, du temps court (on a fait une campagne de deux mois et demi alors que d'autres y étaient déjà depuis un an). On ne pouvait s'attendre à un autre résultat en termes de voix.

Cependant, on a touché et l'on a pu

mobiliser des gens qui autrement ne se seraient jamais mobilisés.

On a eu parmi nous beaucoup d'invisibles, et ces invisibles, on a pu les rendre visibles et leur donner la parole. Ça c'est important, c'est une chose qui s'inscrit dans la durée. Des gens qui n'étaient pas dans le débat politique se retrouvent aujourd'hui conseillers municipaux, en particulier dans certaines villes de banlieue. Il y a eu une prise de conscience qu'être dans les mouvements sociaux n'était pas forcément suffisant, qu'il y avait d'autres espaces possibles d'implication politique.

Et ce phénomène n'a pas lieu que dans les grande villes. On trouve aussi en milieu rural, dans des départements où la présidentielle avait fait beaucoup bouger, des listes aux municipales qui ont fait des scores intéressants.

**R&V:** Et la suite ?

**JB:** Sur quoi ça peut déboucher aujourd'hui ? Je crois qu'il est nécessaire de continuer dans ce sens-là, dans cette logique d'ouverture, de débat, mais en même temps d'être vigilant sur ce qui se passe. On voit bien ce que la LCR veut faire, et qui n'apporte pas une véritable nouveauté, ni en termes de pratiques ni en termes de discours. J'aime bien Olivier Besancenot, mais son projet ne correspond pas à l'aspiration de ces nombreuses personnes qui veulent faire de la politique autrement, qui veulent que cette réalité citoyenne prenne le dessus.

Nous sommes plutôt dans un processus lent (ça ne va pas se régler en quelques semaines ni quelques mois) mais qui porte en lui une vraie espérance. C'est quelque chose de long, parce que cela s'inscrit dans des réalités nationales et européennes, dans un contexte de bipolarisation.

Les élections européennes sont, potentiellement, l'occasion de faire émerger, comme ça s'était fait en Midi-Pyrénées pendant les régionales avec des listes ouvertes et pluralistes, un espace composé de l'éventail politique le plus large (pas en termes de consensus mou). Mais ça ne se fera pas un mois avant les Européennes. Il faudrait déjà y travailler aujourd'hui. D'autant que ceux qui auront créé de nouveaux partis voudront sans doute à cette occasion se compter. ■

**Interview réalisée par  
Mathieu COLLOGHAN  
Photos d'H. Askari**

\* Au premier tour de la présidentielle en Nouvelle-Calédonie, José Bové était arrivé en 4e position, derrière Sarkozy, Royal et Bayrou.

\*\* Autrement appelé «secrétariat d'Etat chargé de l'outre-mer auprès du ministère de l'Intérieur, de l'outre-mer et des Collectivités Territoriales»

# IAKER-YARD

## Le chantier de démolition sociale

**D**epuis le 14 mars dernier, trois peintres grecs de l'entreprise ELBE sous traitante d'AKER (ex-Chantiers de l'Atlantique) à Saint Nazaire sont en grève de la faim pour obtenir le paiement de leurs salaires et leur rapatriement en Grèce, soit une somme de 8000 euros.

Ces trois salariés, embauchés par l'entreprise allemande, sous traitante de second rang de l'entreprise Freese (également domiciliée à Brême comme l'entreprise Elbe elle-même dirigée par des ressortissants turcs), sont arrivés début février à Saint Nazaire. Le conflit a débuté le 11 février lorsque les salariés ont exigé un contrat de travail et une feuille de paie et dénoncé leurs conditions de travail (56 heures par semaine). Les trois ouvriers grecs ont demandé l'assistance de l'Union Syndical Multi-professionnelle CGT des chantiers navals AKER YARDS de Saint-Nazaire.

Sans contrat de travail ni bulletins de salaire, ces trois salariés ont cependant travaillé 56 heures/semaines. Ils sont venus sur une base verbale de 2.200 euros / mois de salaire net.

Dès le début de grève de la faim, et après des violentes mesures d'intimidation de la part des responsables d'Elbe présents sur Saint Nazaire, la direction d'Elbe a décidé de licencier ses trois salariés en date du 17 mars.

Le syndicaliste CGT André Fadda indique que lors des premières négociations conduites sous l'égide de l'Etat « le sous-préfet et la DDT ont poussé pour aboutir à un compromis portant sur une somme de 6 000 , correspondant aux mois de février et mars plus le billet d'avion du retour au pays», au lieu des 8 000 réclamés par les travailleurs grecs. « Mais Elbe n'a accordé qu'une indemnité transactionnelle de 1 900 plus le billet d'avion, soit au total 2 600 pour chacun ». Bien loin du compte.

La direction d'AKER-YARDS ne s'estime quant à elle pas concerné par ce conflit parce que les contrats du droit allemand comportent une période d'essai de six mois et que des licenciements survenus avant cette échéance sont des ruptures de période d'essai. Cette attitude hypocrite du principal donneur d'ordres est une constante pour une direction qui dès juin

2006 promouvait l'utilisation de contrats dits « exotiques » pour faire venir une main-d'œuvre surexploitée et sous-payée.

A l'initiative de la CGT, un large comité de soutien s'est mis en place sur Saint Nazaire pour soutenir concrètement et politiquement les trois ouvriers grecs. Hier samedi 29 mars, au quinzième jour de grève de la faim, Elbe a versé un nouvel acompte de 700 euros à chacun des trois salariés de plus en plus affaiblis par la longueur de la grève de la faim qu'ils suivent.

Dans un communiqué, les Alternatifs 44 ont renouvelé leur soutien aux grévistes de la faim et exigé de l'Etat qu'elle impose à la direction d'AKER de substituer à l'entreprise Elbe.

« Au seizième jour de grève de la faim des trois peintres grecs de l'entreprise Elbe, Les Alternatifs 44 en appellent au Préfet de Loire Atlantique pour que l'Etat impose à AKER de se substituer à l'entreprise ELBE pour verser le paiement intégral et immédiat des salaires dus et le coût du retour en Grèce des trois salariés. En qualité d'entreprise donneuse d'ordre, AKER a tous moyens pour se retourner contre la direction d'ELBE et ses pratiques de voyou. Les Alternatifs 44 invitent également tous les responsables des collectivités de gauche (Région, Conseil régional, Municipalités) et tous les partis politiques de gauche à intervenir en ce sens et sans délai auprès du Préfet de région et de la direction d'AKER ». ■

## BREF COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DE LA COORDINATION DES COLLECTIFS UNITAIRES

La première réunion de la coordination, suite aux Assises Nationales du mois de décembre, s'est tenue le week-end des 29 et 30 mars en présence de 90 représentants -le samedi – représentants une cinquantaine de collectifs. Il est à noter que la sensibilité se reconnaissant dans le « manifeste de La Louvesc » qui s'était fortement mobilisée lors des Assises, était quasiment absente. Le projet de création d'un mouvement politique altermondialiste (sic !) défendue par une partie de celles et de ceux qui s'appelaient eux-mêmes pendant la campagne Bové les « électrons libres » n'ayant guère avancé, une partie de leurs animateurs semble maintenant regarder avec un certain intérêt du côté du nouveau parti anticapitaliste !!

Les collectifs continuent donc à exister certes à un niveau d'étiage en baisse mais avec une réalité dans un certain nombre de villes et de départements. Et avec une volonté unitaire toujours aussi fortement exprimée alors même qu'il apparaît que le projet d'Etats Généraux de toute la gauche antilibérale est fortement compromis, le PCF et la LCR ne s'étant pas saisi de cette initiative. Faute d'Etats généraux nationaux, il est proposé que de telles initiatives aient lieu au niveau des départements ou des villes, là où se sera possible. Proposition que les Alternatifs partagent.

Le bilan de la participation des collectifs aux échéances municipales et cantonales fait apparaître que ceux-ci se sont présentés en fonction des réalités locales, sur des listes d'union de la gauche comme à Aix mais plus souvent sur des listes dirigées par le PCF et encore plus avec la LCR – et parfois les Alternatifs - : Nancy, Marseille, Tours, Pau, Le Mans...Au total les collectifs comptent environ 25 élu-e-s.

Cette volonté unitaire s'est encore manifestée par l'adoption d'une résolution favorable à la présentation de listes de la gauche du 29 mai lors des élections européennes de 2009.

Enfin la coordination, malgré une forte réticence manifestée par certains collectifs, s'est dotée d'un budget minimal et a réélu son exécutif. ■

## Contribution des Alterna

Les élections municipales sont un revers important pour la droite, le deuxième tour ayant amplifié les votes du premier pour la gauche et avant tout en faveur du PS. Cet échec de la droite sarkozienne est encore plus net si on examine – ce que les grands médias ont largement sous-estimé – les résultats des élections cantonales.

Ce désaveu électoral d'une politique dont on pouvait craindre, il y a encore quelques mois, qu'elle allait largement s'imposer, est un encouragement à la résistance politique et sociale à la droite même s'il ne change pas fondamentalement le rapport de forces.

Un encouragement, mais aussi un signal d'alerte pour la gauche de gauche. En effet, pour l'essentiel, l'espace politique à gauche du PS n'a pas progressé depuis les municipales de 2001.

Le recul de LO et la quasi-disparition des listes de type « Motivés » bénéficie d'abord à la LCR ou aux listes d'union LCR, Alternatifs, collectifs unitaires, mais la tendance à la bipolarisation et à l'hégémonie du PS ne sont pas fondamentalement remises en cause. L'abstention populaire progresse de nouveau.

Le PCF conserve des positions électives locales sans commune mesure avec celles de l'extrême gauche ou

de la gauche alternative, mais ces positions sont de plus en plus étroitement liées à des accords de premier tour avec et sous l'hégémonie du PS, et la perte d'une ville comme Calais ou du Conseil général de Seine-Saint-Denis pèsera sur ses capacités d'organisation.

## Réunion d' antilibéreau Moti états

**N**ous maintenons la perspective des Etats Généraux dans les termes où ils ont été définis lors de nos Assises, car nous pensons qu'ils sont une nécessité absolue :

*« Nous décidons de proposer à l'ensemble des forces concernées de préparer des Etats généraux de la gauche de transformation sociale afin de construire ce rassemblement. Il s'agit évidemment des réseaux, des milliers de militant-es des associations et des syndicats du mouvement social, des citoyen-nes non-encarté-es qui as-*



# tifs à la réunion des collectifs antilibéraux

Pour s'opposer aux « réformes » anti-populaires l'unité la plus large dans les mobilisations doit être recherchée.

Et en même temps, il est nécessaire pour peser à gauche du social-libéralisme que toutes les organisations, courants et collectifs de la gauche antilibérale retrouvent le chemin de l'unité.

Mais penser qu'on puisse aujourd'hui aller plus loin ne correspond pas à la réalité: la perspective de la création

d'une organisation de l'ensemble des antilibéraux n'est pas, à l'heure actuelle, réaliste. En effet le champ de la gauche de gauche reste divisé, et inégalement organisé, entre trois composantes. Une composante PCF en pleine introspection, une composante « évolutionnaire » à laquelle la LCR tente de donner plus de poids à travers sa proposition de nouveau parti anticapitaliste, une composante de gauche alternative, altermondialiste, féministe, écologiste et autogestionnaire, qui gagnerait à s'organiser et à peser de tout son poids.

Il est par ailleurs évident que de nombreux militant-e-s et collectifs ne se retrouvent de manière univoque dans aucune de ces composantes.

L'organisation d'Etats généraux de la gauche de transformation sociale et écologique, proposée par les Collectifs, qui devait réamorcer la démarche unitaire, se heurte à la paralysie politique que le débat interne impose au PCF, et à la priorité donnée par la LCR à sa transcroissance dans le cadre du nouveau parti anticapitaliste.

Si l'organisation de ces Etats généraux « grand angle » s'avérait impossible, les Alternatifs pensent néanmoins nécessaire que tous les « unitaires » de la gauche de transformation sociale et écologique organisent ensemble une réunion nationale pour débattre des perspectives politiques en France et en Europe.

Pour leur part, les Alternatifs s'inscrivent dans une double

démarche.

1/ L'approfondissement au sein des collectifs, dans leur diversité, de la réflexion sur la stratégie et la construction unitaire. Il nous paraît notamment important d'avancer sur des terrains comme l'urgence écologique, l'auto-organisation et l'autogestion. Le débat qui s'engage dans les collectifs sur l'autogestion généralisée comme but à atteindre mais aussi comme moyen de luttés et culture de celles-ci rejoint nos préoccupations

2/ La construction de la composante alternative, altermondialiste, féministe, écologiste et autogestionnaire du camp antilibéral.

Pour parler clair, nous sommes favorables à la construction d'un mouvement politique reposant sur ces bases. Un tel mouvement doit, selon nous, combiner des structures et modes de fonctionnement résolument fédératifs et autogestionnaires, et une efficacité permettant d'intervenir activement dans les luttes sociales et le champ politique. ■

## es collectifs unitaires x des 29 et 30 mars 08 on sur les généraux

*pirent à la création d'un tel rassemblement, de toutes les forces du Non de gauche du 29 mai, des courants politiques, des partis politiques, qui aspirent à la création d'un tel rassemblement visant une alternative radicale au système dominant d'un capitalisme prédateur. »*

**Cette perspective politique n'a pour le moment été reprise par aucune force politique constituée, excepté les Alternatifs.**

**Pour contourner ce blocage au niveau national, nous proposons d'entamer la démarche au niveau local. Donc, nous invitons partout les collectifs à prendre des initiatives (rencontres, forums, débats) adressées à toutes les forces de la Gauche de Transformation Sociale et écologique, pour créer les conditions de la mise en œuvre des Etats Généraux.**

**Nous mandatons le secrétariat national pour prendre tout contact afin d'organiser les Etats Généraux dans les meilleurs délais.** ■



## Sécurité pour le patronat et flexibilité pour les salarié-e-s.

**L**e projet de loi de « modernisation du marché du travail » a été adopté en Conseil des ministres le 26 mars 2008 et sera débattu à l'Assemblée nationale à partir du 15 avril prochain.

Ce texte constitue la traduction législative de l'accord conclu le 11 janvier 2008 par les partenaires sociaux, à l'issue d'âpres négociations, et signé le 21 janvier par quatre syndicats de salariés (la CFDT, FO, la CFTC et la CFE-CGC) et trois organisations patronales (le MEDEF, la CGPME et l'UPA).

Le gouvernement assure qu'il « apporte des garanties nouvelles aux salariés » et offre « aux entreprises des outils pour faciliter leur activité ». Pourtant, cet accord ne répond pas aux exigences de « sécurité sociale » des salarié-e-s avec ou sans emploi en terme de garanti de revenu et de continuité des droits. Au contraire, s'il devait être appliqué, il organiserait de graves amputations de droits. Cet accord se situe dans une logique de précarisations nouvelles.

Plusieurs mobilisations se préparent pour s'opposer à l'application de cet accord dans le cadre d'une loi. Les débats auront lieu le 15 avril au Parlement et le 6 mai au Sénat. À Paris les associations de chômeurs manifesteront. Un meeting unitaire aura lieu le mercredi 9 avril à la Bourse du travail à Paris.

L'Appel « Sécurité pour le patronat, flexibilité et précarité pour les salarié(e)s : nous disons NON ! » a été signé par de nombreuses personnalités du monde syndical et associatif. Vous aussi, signez l'appel sur <http://www.antiaccord11janvier08.org> ■

René SEIBEL

## Sécurité pour le patronat, flexibilité et précarité pour les salarié(e)s : nous disons NON !

**L'**accord signé le 11 janvier 2008 avec le patronat par quatre syndicats « représentatifs » n'apporte aucune sécurité aux salarié(e)s. Bien au contraire, il aggrave fortement leur précarité en prévoyant :

- de nouvelles facilités pour modifier le contrat de travail sans leur accord ;
- un allongement considérable de la période d'essai,
- une « séparation à l'amiable », porte ouverte à toutes les pressions et contournements des procédures de licenciement ;
- un nouveau CDD pour les ingénieurs et cadres se terminant automatiquement à la fin de d'une unique mission et pouvant aussi être rompu, avant cela, au bout d'un an ;
- des entraves sans précédent au droit d'accéder aux prud'hommes...

**Cet accord annonce la dégradation des droits des chômeurs indemnisés pour la négociation de l'assurance chômage (UNEDIC) qui s'ouvre prochainement. Il prévoit pour eux des « devoirs » renforcés ouvrant la porte à l'acceptation de n'importe quel emploi et une nouvelle augmentation des contrôles et radiations...**

**Les salariés sont déjà confrontés à un chômage de masse et à un développement de la précarité sous de multiples formes qui favorisent les inégalités. Moins de la moitié des chômeurs officiellement décomptés sont indemnisés par l'UNEDIC. Les moins de 25 ans sans emploi ont rarement accès à l'assurance chômage et, sauf exception, sont exclus du RMI. De nombreux salariés en poste sont soumis à des statuts précaires, y compris dans la fonction publique. Aussi l'urgence est-elle d'indemniser toutes les formes de chômage, de faire la chasse à toutes les formes de précarité et de discriminations et de permettre aux salariés avec ou sans emploi de conserver leurs droits et un revenu leur permettant de vivre décemment.**

**Loin de répondre à cette exigence, cet accord crée un nouveau palier de la précarité pour les salariés, ouvriers et employés, mais aussi cadres. En même temps, des salarié(e)s en position de moindre défense vis-à-vis des employeurs, femmes, jeunes, malades, chômeur(se)s, subiront d'autant plus les pressions individuelles.**

**En détruisant les protections du droit du travail et en condamnant le CDI, le patronat et le gouvernement poursuivent leur offensive contre le droit du travail et la protection sociale pour une baisse toujours plus grande du « coût » du travail.**

**Nous nous opposons fermement à la mise en œuvre de cet accord sous quelque forme que ce soit (loi, extension, décrets, accords de branche). Nous voulons au contraire une extension des droits, une garantie de revenu décent et la continuité des droits (formation, retraite, carrière, logement, santé, papiers) pour tous et toutes, avec ou sans emploi.**

**Nous vous invitons à signer cet appel et à participer aux mobilisations nécessaires, à l'occasion de l'examen du projet de loi au Parlement et de la négociation sur l'assurance chômage** ■

# Encre noire

Le ciel n'était guère clément ce samedi après-midi du 21 mars à Saint Nazaire pour la manifestation citoyenne après la nouvelle et grave pollution de l'estuaire de la Loire.

Entre bourrasques de pluie et de grève, 300 à 400 manifestants se sont retrouvés sur l'esplanade des droits de l'Homme pour rejoindre en manifestation la sous-préfecture et déposer un crêpe noir sur la statue de la colombe de la paix, face à la mer.

Les Alternatifs, de Saint Nazaire et de Nantes, étaient le seul mouvement politique présent avec ses drapeaux, dans un cortège où s'affichaient les amis du collectif marée noire, la Confédération paysanne, les associations de défense de l'environnement (LPO, Nature et avenir) et les associations de chasseurs.

Quelques élu-es étaient heureusement présents comme Michelle Gressus, maire PS de Bouguenais, Françoise Verchère, vice-présidente du Conseil Général, François de Rugy, député Vert, et Bernard Garbier, adjoint au maire de Saint Nazaire (Vert) et, avec Thierry Brulavoine, les nouveaux élu-e-s Label Gauche de Saint Nazaire. ■

(correspondant)

# Quels leviers pour agir?

La remise en cause du modèle de développement occidental a été peu visible lors des dernières élections. Si la gauche a gagné ces élections, elle l'a fait sans porter un projet clair. Cela n'a pas échappé à ses dirigeants puisque depuis quelques semaines leurs interventions portent essentiellement sur la nécessité de construire ce projet.

La gauche alternative n'échappe pas à cette obligation. Pour les Alternatifs en particulier, l'heure est venue d'affiner leurs propositions, pour donner plus de crédibilité et de lisibilité à leur message.

Ces deux dernières années, nous avons bien avancé sur le type de société que nous souhaitons. Le rejet de l'expression «développement durable» a été la première étape de cette évolution. Il est inutile, je pense, de revenir là-dessus.

Le débat qui a suivi, portant sur la décroissance, a été fécond. Alors que l'ensemble du mouvement s'accordait pour dénoncer les méfaits du productivisme, la majorité des membres n'a pas souhaité s'inscrire dans la démarche décroissantiste, en arguant principalement du fait que la plupart des partisans de la décroissance basaient leur action sur l'initiative individuelle (la simplicité volontaire) et laissaient de côté les initiatives collectives, indispensables pour créer le cadre nécessaire à la mise en œuvre d'un comportement individuel responsable. Les Alternatifs ont choisi une autre voie, celle d'un autre type de société basée sur l'alterdéveloppement. C'est ce projet que nous devons maintenant affiner.

Sur quels leviers agir en priorité?

Sur quels leviers agir en priorité?

Citons-en quelques-uns:

- l'éducation et l'information des citoyens sont des questions primordiales.

- L'une et l'autre sont un préalable à une démocratie vivante.

- la réforme de la démocratie doit non seulement s'appuyer sur la participation des citoyens mais aussi sur une nouvelle conception du rôle de l'élu. Combien de lois, indispensables à l'intérêt général, n'ont pu être votées dans le passé à cause du poids des lobbies? Il serait temps de mettre en place une charte de l'éthique et de l'intégrité, comme le proposent déjà certains mouvements européens.

- la question de la fiscalité (les éco-taxes notamment) et celle de la gratuité méritent un débat approfondi.

- la recherche doit être encadrée et être soustraite à l'influence des grands groupes.

Le fil conducteur de cette réflexion est clair: quelles solutions mettre en place rapidement, avant que la nature ne nous impose les siennes, de manière plus brutale? ■

Bernard CARON

## Relaxe pour Henri

LES ALTERNATIFS 44 DEMANDENT LA RELAXE DU JEUNE HENRI.

Dans un courrier adressé à la Présidente du Tribunal pour enfants de Nantes, quatre élu-e-s Alternatifs de Loire Atlantique, Louisette Guibert, conseillère municipale de Nantes, Laurent David, conseiller municipal de Guémené Penfao, Lionel Orcil, conseiller municipal de Couëron et Bertrand Vrain, conseiller municipal de Nantes, ont exprimé « leur solidarité avec le jeune Henri, 15 ans », accusé avec 58 autres personnes d'avoir participé au fauchage d'une parcelle de maïs OGM de la société Mansanto le 18 août 2007 et affirmé « leur soutien à l'action de désobéissance civile et non-violente des faucheurs volontaires d'OGM en plein champ ».

Alors que le Conseil d'Etat vient, dans son arrêté du 8 février dernier, de confirmer la décision française de suspendre la culture commerciale du maïs génétiquement modifié MON810 confirmant ainsi la légitimité scientifique et juridique de cette mesure de suspension, les Alternatifs 44 appellent à soutenir Henri et les faucheurs volontaires inculpés; ■

# Pour préserver nos ressources, il faut manger... Moins bête !

La question de l'impact des différents modes d'alimentation sur l'environnement a déjà été soulevée au sein des Alternatifs, en particulier en préparation de l'Université d'Été 2007. Mais jamais, jusqu'ici, les éléments objectifs du problème, en termes de consommation d'eau, d'émissions de gaz à effet de serre... N'ont été vraiment mis à plat, en des termes chiffrés et explicatifs. C'est donc l'objet de cet article : donner aux lecteurs/trices des éléments pour leur permettre ensuite d'opérer un choix éclairé.

Dans les milieux alternatifs, et même dans la société en général, l'idée qu'il vaut mieux consommer de la nourriture locale que de la nourriture qui a voyagé en camion à travers l'Europe est une idée assez bien acquise (on s'en rend compte avec le grand engouement actuel des médias pour les AMAP). Les raisons de cette préférence pour une consommation alimentaire locale sont liées à l'impact du transport sur le climat, mais aussi au fait que la nourriture locale provient souvent de plus petites structures, plus respectueuses des conditions de travail et de l'environnement.

**Cette préférence pour le local, si elle est tout à fait fondée, n'en oublie pas moins une réflexion sur le mode d'alimentation : plus ou moins végétal, plus ou moins animal.**



Lorsqu'on consomme des légumes, ou des céréales, on consomme des aliments directement produits par la terre. Leur provenance est donc un indicateur précieux pour savoir ce que leur production a nécessité comme intrants chimiques, comme apport en eau, mais aussi quelle quantité de gaz à effet de serre elle a générés. Mais lorsqu'on mange de la viande, par exemple de la viande française, on ne pense pas nécessairement que pour produire 1kg

de viande, il a fallu au préalable produire 10kg de céréales (ou légumineuses), pour nourrir l'animal dont on mange la chair<sup>1</sup>. D'une manière générale, les pays du Nord prélèvent ces céréales dans la production agricole des pays du Sud. Ainsi, les Européens importent par exemple 75% des protéines végétales qu'ils donnent à consommer à leurs bovins, du soja essentiellement, qui provient en grande partie de l'Argentine et du Brésil<sup>2</sup>. Donc, lorsqu'on consomme 1 kg de viande (même « locale »), on consomme indirectement 10 kg de protéines végétales importées. On ne consomme donc pas du tout local !

Si on souhaite rompre avec une tradition néocoloniale de ponction des ressources du Sud au profit du Nord, il est donc nécessaire de revoir notre consommation alimentaire, qui repose sur des rapports asymétriques entre les deux hémisphères. Notre mode alimentaire n'est pas généralisable à la planète, puisque pour que tout le monde consomme autant de protéines animales que les Français, il faudrait l'équivalent de 2,3 planètes en surface agricole<sup>3</sup> !

Considérons maintenant la question du réchauffement climatique. Un rapport produit par la FAO en novembre 2006 indique qu'au niveau mondial, l'élevage émet plus de gaz à effet de serre que le secteur des transports<sup>4</sup> ! Comment expliquer ce résultat qui perturbe nos idées intuitives, et tout le discours ambiant sur le sujet ? Premièrement, la nécessité de produire d'abord la nourriture pour les animaux pour pouvoir consommer ensuite leur chair, explique que l'élevage soit responsable de plus d'émissions de CO<sub>2</sub> (dioxyde de carbone) que la production agricole végétale, par kg de nourriture produite. Mais ce qui explique principalement ce résultat, c'est la forte responsabilité de l'élevage pour les émissions de deux autres gaz à effet de serre, qui ont un potentiel de réchauffement bien plus important que le CO<sub>2</sub> : le méthane (CH<sub>4</sub>), et le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O). Cela signifie que lâchés dans l'atmosphère, ces gaz ne réchauffent pas également la planète. Ainsi, dans les années qui suivent sa production, 1 kg de méthane équivaut à 62 kg de dioxyde de carbone. 1kg

## Le point de vue diététique

Dans les pays développés, les modes d'alimentation ont fortement évolué après la Seconde Guerre mondiale : la viande, qui était un plat d'exception, pour le dimanche et les jours de fête, est devenue la règle. Le discours diététique s'est adapté en conséquence : on a beaucoup dit que la viande était la seule source de protéines et de fer, et donc, qu'il était nécessaire d'en manger à tous les repas. On sait aujourd'hui que le régime végétarien apporte tous les éléments dont le corps a besoin (l'association céréales-légumineuses permettant de synthétiser toutes les protéines nécessaires, le fer

étant présent dans de nombreux aliments). On sait aussi que l'excès de viande, notamment de viande rouge, et de charcuterie, augmente le risque de cancer, comme celui de l'estomac, et de l'intestin, ainsi que celui des maladies cardio-vasculaires. Diminuer sa consommation de protéines animales, cela est non seulement possible, mais en plus, bénéfique pour la santé.

(voir par exemple le dernier numéro de Sciences et Avenir, mais aussi la position de l'Association Américaine de Diététique, sur le site [www.eatright.org](http://www.eatright.org))

### de protoxyde d'azote équivaut à 110 kg de dioxyde de carbone !

Sur terre, ces gaz sont produits en grande partie par l'élevage : à 37% pour le méthane (fermentations dans les systèmes digestifs des bovins ; lisiers), et à 65% pour le protoxyde d'azote (engrais ; rejets organiques de l'élevage).

Ce bilan de l'effet de l'élevage sur le climat serait incomplet si on ne mentionnait pas le lien entre élevage et déforestation. L'un des motifs principaux de la déforestation en Amazonie est la volonté d'accroître les pâturages pour les bovins, qui a permis au Brésil, de devenir un premier exportateur de viande de bœuf indépassable : il exporte davantage que les deuxième et troisième exportateurs réunis, et ces exportations se font principalement en Europe<sup>5</sup>. D'après la FAO, l'explosion de l'élevage extensif en Amérique du Sud constitue une grave menace pour la biodiversité animale et végétale<sup>6</sup>.

Voyons maintenant ce qui se passe du côté de la consommation d'eau. Les recommandations des programmes estampillés « développement durable », dans les écoles notamment, insistent souvent sur la nécessité d'économiser l'eau à la maison, de fermer le robinet quand on se brosse les dents ; de prendre une douche plutôt qu'un bain... Il s'agit d'une vision des choses étrangement borgne, puisqu'elle semble ignorer que la consommation d'eau, en France par exemple, provient seulement à 5% du secteur domestique, et à plus de 70% du secteur agricole<sup>7</sup> ! Comme pour les émissions de gaz à effet de serre, au sein de l'agriculture, cette consommation est en grande partie le fait de l'élevage. Ainsi, une plaquette présentée au 3<sup>ème</sup> Forum Mondial sur l'Eau, tenu au Japon en 2003, nous apprend que si le coût en eau d'un menu européen classique est de 12 030 L.<sup>8</sup>, celui d'un menu végétarien est de 5 370 L. ! C'est-à-dire qu'entre les deux, la différence équivaut à presque 7 000 L. A titre de comparaison, une baignoire bien remplie contient 200 L. d'eau. **En ne mangeant végétarien qu'à un seul repas, on économise indirectement l'équivalent de 35 bains !**

De ces faits quantifiés et frappants, je crois qu'il faut tirer des conséquences.



Tout d'abord, quoi qu'on pense du respect dû aux animaux, quelle que soit notre conception « éthique » de l'alimentation, il faut revoir notre conception de ce qu'est un repas « normal ». De même qu'on n'accepterait pas que chaque personne en France possède un 4x4, parce que c'est un comportement qui n'est pas généralisable à la planète, on ne peut pas plus continuer à croire que manger de la viande à tous les repas, c'est un comportement « normal ». Bien entendu, se nourrir est une activité très intime, qui mobilise nos habitudes, notre éducation, nos réflexes, et il n'est jamais facile de changer un comportement tellement ancré. Mais de même qu'on peut remettre en question le fait d'avoir une voiture, ou le fait, si on est un homme, de faire laver et repasser ses vêtements par sa femme, parce qu'on a réfléchi à ce que cela implique et qu'on ne l'accepte plus, on peut essayer de faire bouger ses habitudes alimentaires, vers moins d'animal, plus de végétal, et il s'avèrera sûrement qu'on trouvera cela très agréable !

Ensuite, quelles mesures proposer au niveau militant, politique, éducatif ? D'abord, en tant que groupe « rouge et vert », je crois que nous devons donner l'exemple par des pratiques vertueuses, présenter une certaine cohérence entre nos principes et nos modes de vie. Lors des rencontres alternatives, lors de l'Université d'Été, ouvrir un espace à un autre mode d'alimentation, montrer que le sandwich au saucisson n'est pas la seule manière de se nourrir. Au niveau politique, je crois qu'il faut revendiquer

qu'un choix existe dans les lieux de restauration collective, que manger végétarien ne signifie pas se résoudre au riz blanc ou aux haricots verts ramollis. Mais qu'on puisse choisir entre un menu classique et un menu végétarien, savoureux, consistant, équilibré. C'est ainsi que le choix végétarien, pour un repas par semaine, ou par jour, ou pour toujours, sera facilité, et plaisant. Au niveau éducatif, il me semble que les principes diététiques enseignés dans les programmes scolaires doivent être revus, au regard des nouvelles avancées scientifiques. Non, on n'a pas besoin de manger de la viande ou du poisson à tous les repas, ni du lait d'ailleurs.

Ce ne sont que des pistes, qui demandent à être discutées, approfondies... Si le sujet entre davantage dans le débat public, je suis certaine que d'autres pistes pourront être proposées. Ce qui me semble essentiel aujourd'hui, c'est que l'information circule à ce sujet, car il s'agit d'une question encore trop ignorée, et largement taboue en France.

Pour avoir des informations diététiques et sur l'environnement, mais aussi des recettes :

[www.vegetarisme.fr](http://www.vegetarisme.fr)

Pétition pour la présence de menus végétariens en collectivité :

[www.vegetarisme.fr/Asso/Actions/index.php?p=Petition.php](http://www.vegetarisme.fr/Asso/Actions/index.php?p=Petition.php)

Pour débattre avec des végétariens (ou non) sur la question du végétarisme :

[www.vegweb.org](http://www.vegweb.org) ■

**Elodie VIEILLE BLANCHARD**

<sup>1</sup> Il s'agit d'une moyenne, pour les élevages intensifs des pays industrialisés. Source : CRDP de Montpellier.

<sup>2</sup> Source : *La Décroissance* n°24, article de Marion Balestrat.

<sup>3</sup> Source : calculs d'empreinte écologique alimentaire.

<sup>4</sup> Source : <http://www.fao.org/newsroom/fr/news/2006/1000448/index.html>. On peut y consulter le rapport en ligne.

<sup>5</sup> Source : rapport des Amis de la Terre, Brésil.

<sup>6</sup> Source : <http://www.fao.org/newsroom/fr/news/2005/102924/index.html>.

<sup>7</sup> Source : Hoekstra AY et Chapagain AK, *Water footprints of nations : water used by people as a function of their consumption pattern*. Water Resource management, Springer Science and Business Media, 2007.

<sup>8</sup> Ce « coût en eau » prend en considération toutes les étapes de la production de la viande : production de la nourriture pour les animaux ; élevage des animaux ; abattoirs...

ELECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES EN VENDÉE :

## Les Alternatifs soutiennent une candidature de la gauche alternative en plein cœur du fief du MPF et de l'UMP

Le Collectif de Résistance Sociale de Fontenay-le-Comte, avec le soutien des Alternatifs, présente un candidat aux législatives partielles du 6 avril 2008

Le Collectif de Résistance Sociale est né dans le terreau du mouvement social de 2003 : d'abord comité de grève, il s'est transformé en collectif de réflexion et d'action (réunion mensuelle). Il regroupe des militants syndicaux, et de diverses obédiences politiques, de simples citoyens qui souhaitent discuter, s'informer, dépasser les barrières privé/public, agir.

Plusieurs forums sociaux ont été organisés auxquels ont participé Raoul-Marc Jennar, Gérard Filoche...

Le C.R.S est de toutes les luttes sociales et anime la vie politique et citoyenne du sud-Vendée : il a contribué fortement à la campagne du référendum sur le traité constitutionnel européen...

Bref, sans querelles de chapelles, et mine de rien, à Fontenay, on invente une Gauche alternative où l'on sait s'unir pour lutter !!!



Michèle TRICOIRE et Philippe TERROIRE  
suppléante candidat

### Présentés par la Gauche unie antilibérale avec le Collectif de Résistance Sociale de Fontenay-le-Comte, le Parti Communiste Français, les Alternatifs du Sud Vendée

Philippe Terroire, 43 ans, conseiller principal d'éducation à Fontenay le Comte, militant altermondialiste (ATTAC), syndicaliste, dirigeant et éducateur bénévole de rugby, représentait déjà la Gauche Unie Antilibérale en juin 2007.

Sa suppléante est Michèle Tricoire, (PCF), 55 ans, de Ste Radegonde des Noyers.



## DÉSARTEU GRENOBLOIS

Le maire PS sortant de Grenoble, Michel Destot avait décidé de rompre l'alliance de gauche et écologiste qui lui avait permis d'être élu maire en 95 avec 54% des voix, puis en 2001 avec 51%.

Choissant dès le premier tour de faire entrer en force sur sa liste le MoDem local très à droite et trois conseillers débauchés de l'opposition de droite, Michel Destot espérait être élu dès le 9 mars par un rassemblement hétéroclite de voix de tous bords. Avec à peine 42 % des voix, il était contraint à un deuxième tour et fusionnait avec une liste de gauche indépendante ayant obtenu 6,5%. Face à lui,

### Un courrier

#### Courriel reçu d'un abonné à rouge et vert

Salut camarade,  
Un lecteur de "Rouge & Vert", moi-même, vient d'être élu maire de Mezel, commune de 2000 habitants située à 15 km de Clermont-Ferrand (63). Je suis un ancien adhérent du PSU, de Révo-OCR, de la FGA et de l'AREV et toujours lecteur de Rouge & Vert.

Militant d'ATTAC, actif dans la campagne contre le TCE, initiateur du «collectif des 3 cantons» qui est issu de cette campagne et qui a participé à l'ex-campagne unitaire (CUAL) ; il regroupe plusieurs dizaine de militants des cantons de Vertaizon, Pont du Château et Billom. Notre liste a virée la droite (avec quelques transuges de gauche) de notre commune. Notre liste va de la gauche radicale à des «centristes plutôt altermondialistes», le tout bien écolo; le 1° adjoint est à LO (tendance unitaire). Nous avons 17 élus sur 19.

Amicalement .

François RUDEL

# Faire barrage à la Gauche alternative?

**L'**avenir du PCF n'est pas dans un pôle de radicalité». Tout est dit par Jean-Paul Boré, Vice-Président du Conseil Régional Languedoc Roussillon, dans une interview au «Midi Libre» du 24 mars 2008.

Il ne s'agit pas seulement, pour l'ancien dirigeant du PC gardois, de justifier l'appel à des personnalités du Modem pour le second tour des municipales de Nîmes ou encore son soutien sans faille à Georges Fréches «pour continuer la politique de gauche engagée en 2004». C'est la confirmation d'un alignement revendiqué et militant sur le PS puisque «la seule question qui vaille est de savoir comment on change le quotidien des gens»

Ce communiste-là est de son temps : toutes les alliances sont bonnes «à partir des valeurs humanistes qui traversent plusieurs courants de pensée» et, à tout prendre, le capitalisme est la moins mauvaise solution s'il y a des contre-pouvoirs locaux et nationaux. Autrement dit seuls des gens sectaires et archaïques peuvent envisager qu'un autre monde soit possible.

Ce discours est bien loin d'être isolé. Nous avons entendu des candidats majoritaires aux cantonales se féliciter publiquement du soutien d'élus de droite. Nous les voyons tous les jours, au nom du réalisme, valider et accompagner les politiques locales de ces mêmes élus de droite.

D'une façon plus musclée nous avons subi les attaques injurieuses de candidats du PCF dans les cantons cévenols de Lassalle et Anduze, où ils sont arrivés derrière des candidats de la Gauche Alternative, pour ensuite soutenir, avec le PS, des candidats «sans étiquette» reconvertis en divers gauche.

Il est clair, que pour une partie du PCF, il faut éviter à tout prix l'émergence d'un mouvement porteur d'une alternative sociale et écologiste. Ce mouvement existe, il doit se rassembler pour peser dans les affrontements sociaux inévitables et pour porter des solutions nécessairement radicales et innovantes.

Philippe MARTIN,  
Les Alternatifs du Gard



## DE L'OUVERTURE À DROITE DU PS

les écologistes et alternatifs avec leur bon score de 15,5 % se maintenaient devant le refus du maire de faire sortir la droite de sa liste.

Contre toute attente, la liste PS-PC-MoDem-droite n'a pas obtenu au deuxième tour la majorité des voix. Avec 48%, elle n'additionne même pas les voix des listes du premier tour ayant fusionné. La liste des écologistes et alternatifs atteint un score historique avec 22,5% des voix.

L'arithmétique électorale nous donne six élus (les six de la photo ci-dessus, dont moi-même pour les Alternatifs), contre 44 à la liste Destot et 9 à la liste UMP. Nous entrons en résistance contre la dérive à droite qui ne manquera pas de se faire jour à la ville de Grenoble et nous aurons la mission de faire participer activement les habitants à notre combat pour plus de démocratie, d'écologie et de solidarité.

Ailleurs dans l'agglomération, nous avons participé à une liste à Saint Martin d'Hères ; celle-ci indépendante verte et ouverte avec une camarade alternative en 5<sup>e</sup> place obtient 3

sièges.

À Fontaine, nous avons un élu alternatif, Sébastien Teyssier, qui a reçu une délégation sur une liste PC-PS-Alternatifs qui était en triangulaire avec une liste UMP et une autre menée par un PS dissident, mais soutenue en sous-main par M. Destot.

Aux cantonales, après le bon score de plus de 6 % de notre camarade Colette Fillion-Nicollet sur un canton difficile (Fontaine-Sassenage), nous avons soutenu trois candidats écologistes sur Grenoble qui au premier tour ont obtenu près de 20 % des suffrages ; deux ont pu se maintenir au deuxième tour augmentant leur score et même pour l'un passant devant l'UMP avec plus de 28 % des voix.

Une bonne présence électorale en Isère qui traduit le travail dans les conseils et sur le terrain mené depuis des années. ■

Gilles KUNTZ,  
conseiller municipal alternatif  
à Grenoble



**Pour un mouvement politique alternatif, autogestionnaire,  
écologiste, féministe, altermondialiste.  
Pour la convergence des forces de la gauche de  
transformation sociale.  
Pour faire vivre la presse autogestionnaire  
en 2008.**

**je m'abonne à Rouge et Vert    je rejoins les Alternatifs**  
[cochez la case correspondant à votre/vos réponse(s)]

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

.....

Courriel : .....

Ci-joint chèque de 40 euros à l'ordre de Rouge et Vert journal  
Envoyez ce bulletin aux Alternatifs 40, rue de Malte 75011 Paris





# LE DROIT DE VOTE DES RESIDENTS ETRANGERS

**D**epuis des dizaines d'année, le droit de vote des résidents étrangers est sur la place publique sans avancer réellement sauf dans l'opinion publique.

Ainsi depuis 1994, la Lettre de la citoyenneté publie régulièrement les résultats d'un sondage avec, à chaque fois, la même question : « *Les étrangers des pays de l'Union européenne résidant en France ont désormais le droit de vote aux élections municipales et européennes personnellement, seriez-vous très favorable, assez favorable, assez opposé ou très opposé à l'extension du droit de vote pour les élections municipales et européennes aux résidents étrangers non membres de l'Union européenne vivant en France ?* »

Si lors de premiers sondages (1994-95-96), les réponses favorables tournaient autour de 30%, elles sont depuis 1999 autour de 50% avec des poussées à 55 ou 57%. Les sondages publiés par ailleurs qui ne portent que sur les élections municipales ou locales obtiennent des résultats encore plus élevés. L'argument des opposants au nom de l'opinion publique ne semble plus très convainquant.

De façon étonnante, l'argument théorique le plus souvent avancé est que le droit de vote est attaché à la nationalité. Comme si les mots nationalité et citoyenneté avaient le même sens. D'autant plus étonnant que, depuis le traité de Maastricht qui a instauré la citoyenneté de l'Union, le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et européennes est reconnu à tous les citoyens de l'Union européenne résidant sur le territoire français.

Dans sa thèse<sup>1</sup>, Hervé Andrès dénombre 64 États sur les 192 membres de l'Onu qu'il a étudiés où des étrangers peuvent participer à certaines élections sur tout ou partie de leur territoire. Dans une vingtaine d'États, certains étrangers peuvent participer aux élections nationales. Dans 4 États (Chili, Nouvelle-Zélande, Uruguay, Venezuela), tous les étrangers peuvent participer aux élections nationales.

Pour rester en Europe, sur les 27 États de l'Union européenne, 17 ont une législation, plus ouverte que la législation française. Après un certain temps de résidence variant de 6 mois à 5 ans, cette législation attribue le droit de vote aux ressortissants non communautaires pour certaines élections, le plus souvent locales, quelquefois sous condition de réciprocité.

Malte en dehors des citoyens de l'UE et les seuls bénéficiaires en Espagne sont les Norvégiens (moins d'un millier), la Norvège ne faisant pas partie de l'Union européenne. La République tchèque n'a signé aucune convention.

En Suède, tous les étrangers ont pu participer aux référendums nationaux sur le nucléaire (1980) et sur l'euro (2003).

En Écosse, les étrangers ont voté lors du référendum sur la dévolution en 1997.

Au Portugal, les Brésiliens ont le droit de vote et les Britanniques en Irlande.

Au Royaume-Uni, les ressortissants des États du Commonwealth, une cinquantaine d'États, peuvent participer comme électeurs, comme candidats à toutes les élections. Avec une législation équivalente, pourraient voter en France les Vietnamiens, Maurita-

niens, Congolais, Algériens, Malgaches, les Sénégalais... qui n'ont pas la nationalité française.

En Italie, les étrangers ne peuvent participer à aucune élection politique, cependant lors de la primaire qui a désigné Romano Prodi comme candidat au titre de président du Conseil, les étrangers ont pu participer dans les mêmes conditions que les Italiens. Peut-être cet exemple inspirera-t-il le PS s'il décidait d'adopter la même procédure pour désigner son candidat à l'élection présidentielle.

Un des arguments avancés contre l'attribution du droit de vote des résidents étrangers est que celui-ci mettrait en question la souveraineté nationale. Ce que ne fait

pas, bien sûr, le fait que 50% environ des valeurs du Cac 40 appartiennent à des actionnaires étrangers. Mais au niveau politique, des étrangers participent désormais à la définition de la politique natio-



**Quelques États méritent une mention particulière.**

Par suite du traité de Maastricht, personne ne bénéficie plus de la réciprocité à

nale : les citoyens européens. Certes, ils ne peuvent être « grands électeurs » lors des élections sénatoriales mais en participant aux élections municipales ils élisent des grands électeurs, le maire par exemple. C'est d'ailleurs sur cet argument que le Conseil constitutionnel a demandé une modification de la Constitution. Par ailleurs, ils participent aux élections européennes et une bonne partie des textes législatifs votés à l'Assemblée nationale n'est qu'une mise en conformité de la législation française avec la législation européenne.

Reste que le traité de Maastricht est un traité de réciprocité : si des étrangers peuvent voter en France aux élections municipales et européennes, c'est parce que des Français peuvent voter dans les autres pays de l'Union européenne à ces mêmes élections. Mais quand on regarde ce qui se passe dans le monde, en plus des pays de l'Union européenne, les Français peuvent voter dans une vingtaine de pays aux élections locales et comme il a été dit dans 4 pays aux élections nationales. Qui a déposé une proposition de loi ou un projet de loi pour donner aux ressortissants de ces pays vivant en France le droit de vote à ces mêmes élections ?

L'extension du droit de vote aux résidents étrangers quelle que soit leur nationalité serait un nouveau pas vers un suffrage réellement universel. Ce ne serait pas une atteinte insupportable à la souveraineté nationale, on ne voit pas que le Royaume-Uni ou la Nouvelle Zélande aient perdu leur souveraineté nationale, ce serait un pas vers la souveraineté populaire et la démocratie. ■

**Paul ORIOL**

1) ANDRES Hervé : Le droit de vote des étrangers, état des lieux et fondements théoriques, thèse pour le doctorat de sciences juridiques et politiques, spécialité de philosophie politique, université Paris Diderot, février 2007, téléchargeable en ligne.

# LE SUFFRAGE UNIVERSEL

Le droit de vote pour les hommes s'entend car les femmes avaient été « oubliées ». C'est en effet par un décret de la 2ème République du 5 mars 1848 que le suffrage censitaire était remplacé par le suffrage « universel ». Jusque là, le droit de vote était réservé aux hommes qui payaient un impôt suffisant pour être citoyen « actif ». Pour être citoyen actif, il fallait suivant la Constitution de 1791 « être ou devenu français, âgé de 25 ans accomplis, payer dans un lieu quelconque du Royaume, une contribution directe au moins égale à la va-

En Europe, pendant une cinquantaine d'années, le suffrage universel s'étend peu à peu, toujours pour les hommes avec, dans un second temps, une extension aux femmes. Les pays précurseurs du suffrage masculin ont eu quelque peine à reconnaître des droits égaux pour les femmes : Grèce, Suisse, France mettent près d'un siècle pour établir cette égalité politique. Mais à partir des années 20 la plupart des pays qui adoptent le suffrage universel, l'attribuent aussi bien aux hommes et aux femmes. En Europe, c'est la Finlande qui sera le premier (1906)



leur de trois journées de travail et en représenter la quittance ». En 1848, le cens était de 200 francs pour être électeur, 500 pour être éligible.

En fait, la Convention de 1792 avait déjà été élue au suffrage universel mais avec une très faible participation. La Constitution de 1793 était nettement plus démocratique que celle de 1791, elle prévoyait le suffrage universel masculin mais aussi le droit de vote des étrangers domiciliés en France depuis plus d'une année. Elle ne sera jamais appliquée.

Le 5 mars 1848 est donc considéré comme la date d'instauration du suffrage universel pour la première fois au niveau d'un pays. Cette réforme a fait passer le nombre de votants de 250 000 environ à 7 800 000.

et la France arrivera bien plus tard, après une trentaine de pays européens, dont l'Autriche (1918), la Belgique (1919), la Turquie (1930), l'Espagne, la Pologne (1931). La Nouvelle Zélande a été le premier pays à reconnaître le droit de vote pour les femmes en 1893.

En France, malgré les campagnes et les multiples propositions de loi déposées par la gauche, le droit de vote des femmes sera bloqué à 5 ou 6 reprises par le Sénat sous la 3ème République et il faudra une ordonnance prise à Alger en 1944 et confirmée par la Constitution de 1946 pour que ce droit leur soit reconnu.

Nouvelle étape, en 1974, le droit de vote est étendu au 18-21 ans comme dans la plupart des pays. Cependant, en Autriche, c'est à partir de 16

# LA 160 ANS

ans que les jeunes peuvent participer aux élections depuis 2007.

## Quant au droit de vote des étrangers...

S'ils ont pu participer à des élections en France dans des circonstances très particulières comme la Commune, il a fallu attendre le traité de Maastricht de 1992 pour que certains puissent participer à certaines élections avec des restrictions certaines !

En effet, le traité de Maastricht a instauré la citoyenneté de l'Union européenne qui est attribuée aux personnes qui ont la nationalité de l'un des États membres. Ces citoyens, lorsqu'ils résident dans un État membre dont ils n'ont pas la nationalité peuvent voter et être candidats, aux choix dans le pays dont ils ont la nationalité ou dans le pays de résidence.

Désormais sur le même territoire, des personnes ont des droits différents suivant leur nationalité : les nationaux ont le droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections, les citoyens de l'Union européenne ont le droit de vote et d'éligibilité dans des conditions proches des nationaux aux élections municipales et européennes (ils ne peuvent être ni maire, ni maire adjoint, ni délégué du maire, ni grands électeur au moment des sénatoriales), les ressortissants des États tiers ont ou n'ont pas le droit de vote avec ou sans d'éligibilité aux élections municipales ou locales suivant la législation du pays de résidence. Sans parler des hors castes que sont les sans papiers.

C'est dire que le suffrage est encore loin d'être universel. Ce qui justifie amplement les campagnes en faveur du droit de vote des résidents étrangers qui sont menées depuis des années et notamment celles de « votation citoyenne ». ■

Paul ORIOL

Sur le sujet voir note N°10 de l'ACER consultable sur le site. <http://perso.orange.fr/paul-oriol/>

# A propos du livre « de quoi Sarkozy est-il le nom ? »

**D**eux camarades m'ayant conseillé la lecture de ce livre tout à fait important pour eux, je me suis précipité pour le lire. Il faut effectivement le lire et en débattre, pour ses faiblesses comme pour ses apports. Les faiblesses nombreuses et diverses tiennent d'abord au côté rapide du propos : en 155 petites pages mais pour 14 € (prix peu communiste), on a droit à un survol brillant et cultivé d'un ensemble de questions qui auraient mérité un peu plus d'approfondissement et de développement. C'est notamment le cas des deux premiers points (avant et après les élections) où la ligne Sarkozy est principalement caractérisée par la peur (des pauvres, des immigrés ...) et celle du PS par la « peur de la peur ». Ce qui conduit à cette formule (p. 15) « la dialectique ultime est celle de la peur et de la terreur. Virtuellement, un état légitimé par la peur est habilité à devenir terroriste ». Les deux facettes, libérales et sécuritaire, reposeraient donc sur la peur et seulement sur elle ? La place donnée au « pétainisme comme transcendantal de la France », (p. 103) peut aussi faire débat, même si la lecture en termes « de transcendance » du réel est intéressante. Surtout, on peut trouver insuffisamment fondée et problématique, sa critique du fétichisme parlementaire et du vote, annoncé pour les présidentielles, comme « probablement massif et vécu comme obligatoire, ne charriant, au delà des affects [la peur], aucune conviction » (p.12).

La seconde faiblesse se trouve dans l'énoncé des huit points à « tenir coûte que coûte » « contre la loi du monde » et « en se détournant du service des biens » (p. 54). Certes, l'auteur se défend d'établir une liste complète encore moins un « programme », seulement « une table des possibles, incomplète et abstraite ». Il s'agit pour moi d'une pirouette, politiquement dangereuse et intellectuellement curieuse, surtout quand l'auteur a exprimé (p. 16) « le philosophe le sait mieux que les autres quand il fait sérieusement son travail » (!). Parmi ces 8 points, le premier « assumer que tous les ouvriers (au sens p. 58, « de tout ce qui peut se soustraire

...à l'hégémonie du capital) travaillant ici, ...singulièrement ceux de provenance étrangère, doivent être considérés également, honorés comme tels » est un bon exemple « de retournement des apparences infligées » (p. 59). Le huitième point « il y a un seul monde », se veut une « proposition performative » (p. 81), en place de la fausse réalité du monde actuel, coupé en deux, ouvre une voie intéressante de réflexion et d'action pour unifier tous les hommes, au nom de « l'égalité des existences » « face au « monde » (entre « » dans le texte) du capitalisme déchaîné », ... « sans contredire le jeu infini des identités et des différences » (p. 92).

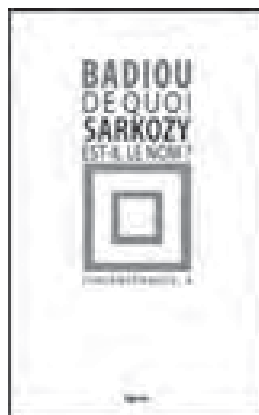
2 Mais c'est après que les passages les plus importants arrivent : le chap. 5 sur « dans ces circonstances le courage, comme la vertu cruciale du moment » (p. 95) est particulièrement utile « en cette période de désorientation, dont Sarkozy est le nom » (p. 103). Le dernier chap. (9 : « l'histoire de l'hypothèse communiste et son moment actuel » est le plus saisissant « nous sommes dans le contexte d'une nouvelle période intercalaire, une période de triomphe apparent de l'adversaire » (p. 149). Les termes de « période intercalaire », renvoient aux phases historiques entre les deux grandes périodes modernes d'émancipation, (1792- 1871 ; 1917-1976) « sous le signe communiste » (au sens qu'une autre organisation collective est possible (p. 131). On pourra discuter des termes « d'émancipation », notamment pour certains aspects de la seconde période et « d'intercalaire », au relent un peu mécaniciste ou optimiste.

Lire Badiou, et surtout en discuter, peut relever utilement du courage réclamé par l'auteur pour aider à ce que se dégage un autre mode d'existence de l'hypothèse [communiste] (p. 153). ■

Michel BUISSON

« de quoi Sarkozy est-il le nom ? »

Alain BADIOU ; éditions Lignes ; janvier 2008 ; 155 p., 14



## UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en luttes sociales. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, légaliste, écologiste et autogestionnaire.

## ★ ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale: un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques).

Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

## AUTOGESTIONNAIRES

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active.

Dans le champ économique: nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la linéarité de la production; appropriation sociale. Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique: développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élus par les citoyens; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections.

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.



## VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et rélocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation: un projet à l'échelle de la planète.



## FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes.

## PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, repus sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: l'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par ses statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'inspiration dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatisés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par telle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils rejettent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.